

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

JEUDI 16 FÉVRIER 2023 / N° 7548

Portrait

Noémie Charmoy, l'écrivaine de 18 ans et sa bibliothèque secrète ●●● PAGE 20



Neuchâtel

Grand malaise au Musée d'ethnographie: la ville lance un audit ●●● PAGE 9

Danse

«Sutra», quand Sidi Larbi Cherkaoui se fait disciple des moines Shaolin ●●● PAGES 18,19

Société

Après les filtres beauté, la chirurgie esthétique séduit la jeunesse ●●● PAGE 17



Au Kenya, l'envers de la «fast fashion»

POLLUTION Avec 900 millions de vêtements usagés importés chaque année, le pays africain paie un lourd tribut à la surconsommation occidentale. (LA DÉCHARGE DE DANDORA/CHANGING MARKETS FOUNDATION/CLEAN UP KENYA)

●●● PAGE 11

«Que deviendra le Kosovo, privé de ses jeunes?»

REPORTAGE Au Kosovo, on célèbre demain 15 ans d'indépendance dans un climat pesant. Les Serbes qui sont restés sont enclavés dans des villages qu'ils comparent à des ghettos

■ Les perspectives sont meilleures à Pristina, où de nombreuses entreprises étrangères ont ouvert des filiales et créent des emplois

■ Le pays pourrait émerger comme une mini-Silicon Valley, s'il n'était pas miné par l'exode: quelque 50000 Kosovars le quittent chaque année

■ En cause: une instabilité et une corruption chroniques qui font fuir les forces vives. Et l'espoir d'une normalisation des relations avec Belgrade reste mince

●●● PAGE 3

ÉDITORIAL

Préparer la résurrection des batteries électriques

ALINE BASSIN
@bassineline

Dans l'ombre du milliardaire américain Elon Musk se cache Jeffrey Brian Straubel. Cofondateur de Tesla, ce spécialiste des systèmes énergétiques a quitté le constructeur de véhicules électriques en 2017 pour créer en toute discrétion la société Redwood Materials. Installée dans le Nevada, cette entreprise est spécialisée dans le recyclage des batteries de voiture.

L'ingénieur américain l'a bien compris: la bataille actuelle des gigafabriques de batteries ne représente que la première manche de la transformation profonde qu'est en train de vivre le secteur automobile. Très vite, le lithium, le nickel ou le cobalt vont manquer et devenir trop coûteux pour satisfaire une demande exponentielle.

Difficile de savoir comment l'Union européenne (UE), qui a

confirmé mardi son intention de bannir les ventes de véhicules à moteur thermique à partir de 2035, va jouer sa partition dans cette révolution en cours. Entre le fabricant de batteries suédois Northvolt – également fondé par d'anciens employés de Tesla – qui semble prêt à renoncer à son investissement en Allemagne au profit des États-Unis et les levées de boucliers que suscitent dans certains pays les projets de mines de lithium, la partie ne s'annonce pas facile.

À l'instar de l'usine norvégienne Hydrovolt qui veut, tout comme Redwood Materials, donner une seconde vie au poumon des bolides électriques, il y a aussi des raisons d'espérer. Parce que le Vieux-Continent peine à exploiter le peu de matières premières dont

il dispose, il doit en effet impérativement se placer en pole position de l'autre course de plus longue haleine qui se dessine, celle du recyclage de produits devenus stratégiques.

Avec son projet de «passeport de batteries» qui devra à terme accompagner chaque nouveau véhicule, Bruxelles, championne de la réglementation, fait un premier pas prometteur dans ce sens. Cette carte d'identité est indispensable pour pouvoir récupérer

et réutiliser les précieux composants de la batterie et en fabriquer de nouvelles. C'est donc ce modèle que l'Europe doit urgemment suivre. Sans lui, on ne voit d'ailleurs pas comment la mobilité électrique pourrait atteindre sa cible première: permettre la réduction drastique des émissions de CO₂. ●●● PAGE 15

Très vite, le lithium, le nickel ou le cobalt vont manquer

Le Kenya, dépotoir de la «fast fashion»

SURPRODUCTION Une enquête d'ONG montre où atterrissent les vêtements mis au rebut par les consommateurs du Vieux-Continent. En principe destinée aux états de fripiers, la moitié de ces objets constitue des déchets inutilisables, voire polluants

DENIS DELBECCO
@effetsdeterre

Nous sommes en septembre 2022, sur le marché de Kawanware à Nairobi. Des enquêteurs de la coopérative d'investigation Wildlight, mandatée par des ONG britannique et kényane, visitent les états où s'entassent des *mitumba*, le nom donné aux vêtements d'occasion en swahili. Un certain Joseph – le prénom a été changé – ouvre une balle qu'il vient de recevoir. Près de la moitié des 375 vêtements qu'elle contient sont très endommagés ou sales. Un tiers représente des produits de marque, un échantillon de la *fast fashion*, cette mode éphémère dont raffolent les Occidentaux: Adidas, Atmosphere, Dunnes, F & F, Gap, H & M, Mark & Spencer, Nike, Shein... Là, un t-shirt, qui semble être dans un état correct, porte encore une étiquette avec le prénom, Amara, d'un équipier ou d'une équipière de restaurant McDonald's. Un peu plus loin, un autre fripière ouvre à son tour une balle pour en sortir des produits, dont certains sont couverts de poils d'animaux et même de vomis.

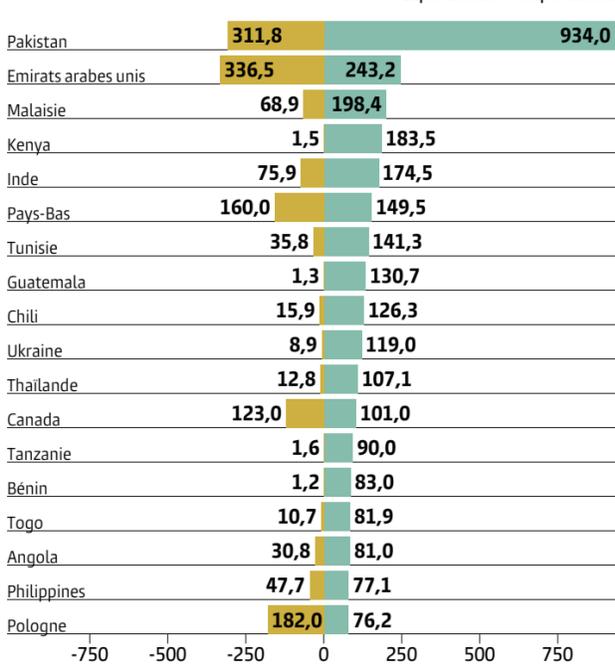
Beaucoup de ces textiles ne sont plus des frifes, mais des *fagia*, le nom donné aux textiles les plus abimés. La plupart finiront en chiffons, quand ce n'est pas en combustible: dans le marché de Konogowa, des vendeurs de rue en utilisent pour faire griller les arachides, et respirent les fumées sans se soucier du plastique que beaucoup de ces déchets contiennent. Près du marché de Gikomba, les berges de la rivière sont spongieuses: elles ne sont plus qu'un entassement de déchets de vêtements compressés à force de marcher dessus. Les décharges avoisinantes débordent elles aussi de millions de ces déchets, dont beaucoup partent en fumée tant les feux y sont nombreux. A l'air libre, les fibres synthétiques se décomposent et viennent nourrir les cours d'eau de microplastiques.

Un vêtement importé sur deux serait un déchet

Ces exemples – et ces images – sont tirés du rapport publié ce 16 février par Changing Markets, une fondation britannique qui a travaillé avec Clean Up Kenya, Wildlight et les Amis de la Terre France. Une enquête fouillée, tant sur les marchés de Nairobi que dans les bases de données sur le commerce des vêtements usagés et la consommation de textiles. Le

LE PAKISTAN EST UN CARREFOUR DE RÉEXPORTATION

Importations de vêtements, linge et chaussures usagés, en milliers de tonnes (2021)



Pour la lisibilité, les échanges sont présentés comme des flux négatif (exportations) et positif (importations).
Graphique: D. Delbecq/Le Temps | Source: UN Comtrade, Banque mondiale

Kenya est l'une des destinations les plus importantes des rebuts vestimentaires de la société de consommation: il importe chaque année 900 millions de vêtements usagés, dont la moitié est considérée, par les auteurs de l'enquête, comme des déchets. Les 2/3 de ces derniers contiendraient des fibres plastiques, une source de pollution.

Près du marché de Gikomba, les berges de la rivière sont spongieuses: elles ne sont plus qu'un entassement de déchets de vêtements compressés

Le rapport met l'accent sur les pays européens, qui représentent une part importante de ce qui débarque en containers chargés de balles dans le port de Mombasa, le point d'entrée de ce commerce douteux. Avec des chiffres, sourcés par les enquêteurs, qui parlent d'eux-mêmes. En 2019 et 2020, l'Allemagne a ainsi exporté, toutes destinations confondues, un million de tonnes de textiles ayant été portés, devant la Grande-Bretagne (0,7 Mt), la Pologne (0,38 Mt), les

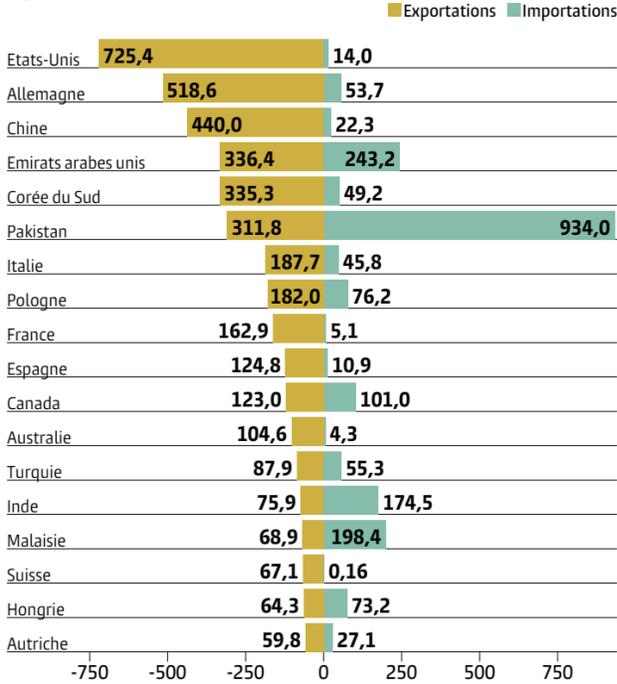
Pays-Bas (0,33 Mt), l'Italie (0,33 Mt), la Belgique (0,33 Mt) et la France (0,29 Mt).

Au Kenya, en 2021, les textiles usagés importés d'Europe provenaient majoritairement d'Allemagne (41%, 10 000 tonnes), de Pologne (25%, 7400 tonnes) et de Grande-Bretagne (23%, 7328 tonnes). Viennent ensuite les Pays-Bas, l'Italie, la Lituanie et la Belgique. La Suisse n'a exporté directement au Kenya que 54 tonnes, ce qui représente tout de même 273 000 vêtements. La moitié constitue des déchets contenant pour la plupart des fibres synthétiques.

L'ampleur des quantités ainsi déballées chaque année au Kenya, comme dans d'autres pays africains ou asiatiques, s'explique par l'essor des vêtements à bas prix et la frénésie d'achat des consommateurs: dans l'UE, la part de l'habillement dans les dépenses des ménages est passée de 30% dans les années 1950 à 5% en 2020. Ce qui n'a pas empêché les ventes de grimper de 60% au cours de ces quinze dernières années... «En moyenne, un vêtement n'est porté que sept fois et un Français en achète 42 par an, se désolent Pierre Condamine, chargé de mission Surproduction chez les Amis de la Terre France, qui a participé à l'étude publiée le 16 février. Ensuite, une partie de ces vêtements rejoint les friperies dans les pays de consommation; d'autres sont recyclés, mais 95% de ce qui est collecté en vue d'être réutilisé est exporté, soit vers des pays qui servent de ronds-points

LES ÉTATS-UNIS SONT DE LOIN LES PLUS GROS EXPORTATEURS

Exportations, en milliers de tonnes (2021)



de tri et de réexportation vers les pays du Sud, soit directement vers ces derniers.»

Des échangeurs de commerce qui effacent la traçabilité

Les données de la base Comtrade de l'ONU, que nous avons consultées, ne laissent guère de doute sur les deux carrefours les plus importants: le Pakistan importe chaque année plus de 930 000 tonnes de vêtements, linge de maison et chaussures usagés et en réexporte plus de 300 000 tonnes – il n'existe pas de données pour les seuls vêtements. Plus surprenant, les Emirats arabes unis sont le second importateur mondial de cette catégorie de produits (243 000 tonnes). Ils en exportent moitié plus, un signe que la consommation locale vient s'ajouter à ce qui ne fait que transiter. «Le Pakistan joue ce rôle de trieur en raison de sa main-d'œuvre à bas coût, précise George Harding-Rolls, responsable des campagnes de la fondation Changing Markets. Nous savons aussi que SOEX, un trader majeur de textiles, dispose d'une vaste installation de tri aux Emirats. On peut imaginer ce hub comme une sorte de «blanchisserie» qui permet de masquer l'origine européenne de nombreux vêtements qui échouent en Afrique.» D'autres pays de l'UE, notamment la Pologne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Hongrie ou la Lituanie, sont eux aussi des étapes vers la réexportation au Sud, nous montrent les données de Comtrade. «Tout cela montre que nos pays consomment beau-

coup trop de vêtements, et bien plus qu'ils ne peuvent en gérer en fin de vie. Des filières se sont donc organisées, qui alimentent un néocolonialisme, s'insurge Pierre Condamine. Le problème est que ces textiles sont exportés comme des produits d'occasion, dont le commerce n'est pas contraignant, et non comme des déchets. A l'arrivée, c'est une

«Ces textiles sont exportés comme des produits d'occasion, dont le commerce n'est pas contraignant, et non comme des déchets»

PIERRE CONDAMINE, ONG LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

vraie loterie puisque les balles contiennent souvent de 20 à 50% de vêtements non utilisables!»

Ce qu'on pourrait qualifier de «blanchiment» de déchets textiles trouve sans doute son origine dans les réglementations en vigueur dans les pays européens. «Incinérer ou enfouir des déchets oblige les industriels à s'acquitter d'une taxe, rappelle Pierre Condamine. En les mélangeant à des vêtements utilisables exportés, ils échappent ainsi à ces redevances.» L'Union

européenne semble avoir pris conscience de la situation. Elle a adopté une feuille de route, non contraignante, pour rendre le commerce du textile plus durable. «Surtout, un règlement en préparation définit notamment des critères en matière d'empreinte carbone, de recyclabilité, ainsi que des critères sociaux, sur la façon dont les biens ont été produits, qui concernera aussi le textile, se réjouit Pierre Condamine. Le projet de règlement a été publié par la Commission européenne; il est en discussion au Parlement ainsi qu'au Conseil des ministres de l'UE. S'il est adopté, ce serait un vrai progrès.» La non-conformité d'un produit – textile ou pas – avec les exigences de ce texte se traduirait alors par une interdiction de mise sur le marché chez les Vingt-Sept.

Le devenir des vêtements suisses en question

En Suisse, difficile de connaître avec précision le débouché des vêtements usagés. Nous avons contacté Texaid, l'un des plus importants collecteurs de textiles de la Confédération. Une porte-parole de l'entreprise s'est contentée de nous répondre par e-mail: «... La plupart des textiles collectés peuvent être réutilisés... En outre, sur les marchés de vente, les articles de seconde main en provenance d'Europe sont une alternative très demandée aux textiles en fibres synthétiques en provenance d'Asie; nous partons du principe que 100 textiles de seconde main remplacent environ 60 à 75 vêtements neufs et contribuent ainsi à une économie considérable de ressources. Texaid n'exporte que des vêtements viables vers les pays en développement, ce qui exclut en grande partie leur élimination directe... Environ 58% [des vêtements collectés] sont réutilisés comme vêtements et environ 29% sont recyclés... Les quelque 13% restants sont principalement des matériaux autres que les textiles, qui font l'objet d'une valorisation séparée correspondante.» Un 100% qui omet donc de mentionner les exportations.

Selon l'OFEV, la Suisse collecterait chaque année 50 000 tonnes de vêtements usagés, auxquels s'ajoutent 30 000 tonnes de chaussures. Le pays exporte pourtant chaque année plus de 60 000 tonnes de vêtements, linge de maison et chaussures usagés, selon la base Comtrade. L'essentiel de ces exportations se fait vers l'Europe, à commencer par l'Ukraine. Les autres destinations importantes sont l'Italie, la Pologne, la Belgique et la Hongrie... Des pays connus pour être des escales sur la longue route des déchets vestimentaires... Jusqu'en Afrique. Des étapes qui, au passage, neutralisent l'origine réelle de ces cargaisons. ■

Là-haut sur la montagne, une banque mondiale du microbiote intestinal

PRÉSERVATION La flore de nos intestins s'appauvrit. Pour conserver sa diversité, notamment pour un usage médical futur, des scientifiques veulent stocker des échantillons bactériens dans les Alpes

ATS

Les Alpes suisses pourraient à l'avenir héberger une banque mondiale du microbiote intestinal. Des scientifiques ont déjà commencé à collecter des excréments au Laos ou en Ethiopie à cet effet. Car, comme les animaux ou les plantes, la flore intestinale est elle aussi en danger d'extinction. Or la médecine pourrait un jour avoir besoin

d'une bactérie qui aurait disparu. «Les échantillons pourront nous permettre d'isoler des bactéries qui auront été perdues dans nos intestins afin de les réintroduire à terme», espère Pascale Vonaesch, professeure assistante au département de microbiologie fondamentale à l'Université de Lausanne (Unil), interviewée mardi soir à 19h30 de la RTS.

Des bactéries spécifiques à chaque région

«Il n'y a pas encore de site pré-identifié, mais celui-ci doit être facile d'accès. Il doit disposer de l'infrastructure pour pouvoir alimenter des congéla-

teurs à très basse température et, si possible, d'une source d'azote liquide à proximité», a précisé Pascale Vonaesch mercredi à l'ATS. Son équipe est actuellement activement en train d'identifier des sites possibles. Le projet qu'elle mène, notamment avec deux confrères de l'Université de Zurich et de l'EPFZ, vise à conserver la diversité du microbiote de l'humanité à long terme. L'idée est de rassembler des échantillons de partout dans le monde pour couvrir toute la diversité du microbiote, celui-ci étant spécifique à chaque région.

Le microbiote intestinal, ou deuxième cerveau comme d'aucuns l'appellent, pèse en moyenne 2 kg et comprend plus

de 100 000 milliards de bactéries, mais aussi des champignons et des virus non pathogènes. La cause principale de son appauvrissement vient du manque de diversité des aliments consommés, mais aussi de l'usage d'antibiotiques, explique Pascale Vonaesch. Le fait que l'on soit aujourd'hui de moins en moins exposé aux bactéries de l'environnement, parce qu'on manque de contacts avec la terre et les animaux, comme dans une bulle stérile, contribue aussi à la disparition de ce patrimoine, explique la chercheuse de l'Unil.

Dès lors les microbiotes des populations vivant loin du monde industrialisé sont en quelque sorte les derniers sur-

vivants de leur espèce. C'est justement pour cela que les chercheurs récoltent et congèlent des échantillons avant qu'il ne soit trop tard. Mais il faut faire vite, car ces communautés commencent elles aussi à changer leurs habitudes de vie.

Phase pilote en cours

En attendant, les échantillons collectés dans la phase pilote de ce projet sont envoyés à l'Université de Zurich, sous la responsabilité d'Adrian Egli, spécialisé dans l'analyse et le stockage de ces derniers. A terme, l'équipe devait être rejointe par une quarantaine de scientifiques du monde entier. ■